

Contribution à l'Assemblée générale du collectif « ni guerre, ni état de guerre » - (14/11/2020).

L'intitulé du collectif « ni guerre, ni état de guerre » est plus que jamais d'actualité.

Le 20 octobre, la ministre de la défense, Florence Parly annonçait fièrement qu'un sous marin d'attaque à propulsion nucléaire venait de tirer avec succès, en immersion, le premier missile de croisière, d'une portée théorique de 1000 km. Le programme de construction de ces missiles est évalué à un milliard d'euros, avec un coût unitaire de 2,86 millions.

Les sous-marins, le porte avions Charles de Gaulle, qui sera remplacé par un nouveau porte-avions, plus grand et pouvant catapulte des avions US porteurs de bombes nucléaires, toute la panoplie des bateaux de guerre ainsi que les drones sous-marins, constituent la composante majeure de la forces de frappe nucléaire française.

La contestation des armes nucléaires revient dans le débat, notamment à travers le traité onusien d'interdiction des armes nucléaires : nous savons les limites et les ambiguïtés de ce genre de traité, mais c'est un point d'appui pour dénoncer l'armement nucléaire, le chantage permanent et les risques qu'il fait peser, avec la particularité en France, du lien entre le nucléaire civil et militaire.

Ces sous-marins participent aussi aux opérations contre les groupes armés djihadistes en Afrique, notamment en déposant des commandos sur les côtes africaines.

Ce sont ces forces navales qui sont aujourd'hui déployées en Méditerranée, contribuant à transformer cette zone en zone de tensions croissantes. De la même façon que la vente de Rafale (même d'occasion) à la Grèce est une décision politique qui participe à la militarisation de la zone. Il faut exiger le retrait des forces militaires étrangères, comme le font des organisations du pourtour méditerranéen.

Sous bien des aspects, les raisons pour lesquelles notre collectif « ni guerre, ni état de guerre » a été créé, sont encore plus présentes aujourd'hui.

Un aspect a pris de l'ampleur au niveau international, à savoir la préparation revendiquée, organisée, des USA et de l'Otan, de la Chine, de la Russie, des puissances impérialistes d'Europe – à commencer par la France-, à des confrontations de grande ampleur, directes, entre grandes puissances. Des confrontations qui peuvent découler de conflits « régionaux » qui peuvent « dérapier ».

La guerre impérialiste en Syrie l'avait déjà fait entrevoir, avec l'engagement des forces de la coalition dirigée par l'impérialisme US – à laquelle l'impérialisme français participe encore – et celles de la Russie. Même chose en Libye aujourd'hui, en Méditerranée, dans le Caucase, avec la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Il est important d'analyser les guerres et les conflits qui se multiplient, leurs enjeux et les forces impliquées, pour prendre position. La justification de ces conflits était jusqu'à présent, la question de la « guerre contre le terrorisme », ou, c'était « l'ingérence humanitaire », ou la « défense de la démocratie ». Aujourd'hui, à toutes ces « justifications », s'ajoutent celle de la préservation de valeurs civilisationnelles, voire, des intérêts considérés comme vitaux, économiques, et même sanitaires.

A chaque fois nous avons été sommés de "soutenir" ces guerres, surtout quand l'impérialisme français y était impliqué.

Le collectif s'y est refusé, à contre courant de l'intense propagande. Nous nous sommes opposés à la criminalisation de celles et ceux qui ne hurlent pas avec les loups. Les derniers événements viennent encore le souligner et il est important que le collectif, ses membres, les organisations qui le composent, soutiennent les prises de position courageuses, comme celle de Ludivine et d'autres. C'est un point qui sera développé au cours de cette AG.

Il y a, dans notre collectif et plus largement, des différences d'appréciation concernant les différents belligérants ; cela tourne souvent autour de la Russie – perçue comme un moindre mal, vis-à-vis de l'agressivité de l'impérialisme US. Cela va s'appliquer également à la Chine, avec les menaces de confrontations visant la Chine, brandies par les USA et ses alliés.

Le point d'accord du collectif, c'est d'abord de cibler « notre » impérialisme, y compris dans ses alliances, notamment l'Otan. Cela n'implique pas d'apporter un soutien à d'autres puissances impérialistes intervenant dans ces guerres. Ni de soutenir les ambitions des puissances régionales, comme aujourd'hui la Turquie d'Erdogan.

L'exigence de la sortie de l'Otan, la plus grande alliance militaire internationale, dirigée par l'impérialisme US, va devoir être mise en avant, avec force, étant donné que la nouvelle équipe qui va prendre les rênes du pouvoir aux USA, est très « atlantiste », c'est-à-dire, partisane d'un renforcement de l'implication des « alliés » européens dans la course aux armements – 260 milliards d'euros consacrés par les partenaires d'Europe et la Canada, 784,9 de dollars pour les USA, en 2019, soit plus que la fameuse barre des 2% du PIB. Mais il est important aussi de dénoncer le projet de « l'Europe de la défense » que pousse avec obstination Macron, porte-parole des monopoles du complexe militaro industriel français.

Notre mot d'ordre, c'est « Ni Otan, ni défense européenne : pour la solidarité entre les peuples », pour la solidarité avec les forces qui se mobilisent en Europe, sur ces questions.

A ce titre, il faut souligner la mobilisation depuis des années des organisations de Belgique, contre l'achat des F-35 US, l'avion militaire porteur d'armes nucléaires que l'impérialisme US veut imposer comme l'avions commun aux membres de l'Otan. Pour ce qui nous concerne, nous devons expliquer que le Rafale et autre « eurofighter », ne sont pas davantage la « solution ».

Il faut savoir dire « non » à la guerre impérialiste contre un Etat, quelle que soit la nature du régime en place. Il est important de vérifier cet accord.

C'est évidemment plus « facile » quand le régime en question est progressiste, mais ce n'est pas toujours le cas, loin de là. Mais dans tous les cas, il est important de faire connaître et de soutenir les forces progressistes qui luttent dans ces pays.

Sur ce plan, nous avons une responsabilité particulière vis-à-vis des peuples d'Afrique dominés politiquement, économiquement, culturellement... par l'impérialisme français, qui soutient tous les régimes réactionnaires, pour peu que ces derniers acceptent de défendre les intérêts des monopoles français.

Cette domination est de plus en plus contestée, que ce soit au Mali, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Bénin... Les luttes qui se développent dans ces pays sont occultées par les médias, mais elles sont puissantes. La « guerre contre le terrorisme » menée au Sahel par l'impérialisme français – et dans laquelle il essaie d'entraîner les autres Etats de l'UE, provoque misère et chaos. Il faut mener un travail continu pour exiger le retrait des troupes françaises, des bases françaises d'Afrique.

Le deuxième volet de notre travail, c'est celui de l'élargissement de l'opposition à ces guerres, au sein des milieux populaires, du mouvement ouvrier, syndical, politique... et en particulier dans la jeunesse.

C'est évidemment difficile, mais c'est indispensable.

Ce travail se mène avec d'autres forces, comme celles du collectif « non au SNU », ou celles du collectif « non à l'Otan ». Notre collectif y défend ses positions anti impérialistes, tout en tenant compte des différences de positions, pour se concentrer sur les exigences qui font l'unité.

Comme nous l'avons souligné en introduction, pendant la crise sanitaire, la militarisation de la société, de l'économie se poursuit.

Il y a toujours plus d'argent pour financer le secteur militaro industriel, qui s'étend au-delà de la seule question de la fabrication et de la vente d'armes, notamment dans les domaines de la « sécurité », de la surveillance de masse, à travers le recours exponentiel aux techniques de numérisation. C'est un champ de travail d'analyse sur lequel le collectif doit se pencher.

La crise sanitaire permet d'expérimenter et de mettre en place une surveillance de masse, de limiter les possibilités légales d'expression de la contestation sociale.

Mais cette contestation qui s'est puissamment exprimée avant la pandémie, reprend : en plein confinement, des manifestations ont eu lieu pour exiger des moyens pour la santé, des mobilisations se sont opposées aux plans de licenciements.

Malgré le rouleau compresseur des annonces de suppressions d'emplois, des résistances se développent.

La contestation des choix en matière d'affectation des richesses humaines, matérielles et financières, se développe : à nous d'y faire grandir la dénonciation des immenses richesses mises dans la militarisation de l'économie et de toute la société. Et de mettre en avant plus particulièrement deux exigences :

De l'argent pour la santé, pas pour faire la guerre

De l'argent pour l'école, pas pour la guerre,

des exigences à porter dans les mobilisations déjà en cours, en y apportant notre contribution.

Christian Pierrel, porte-parole du PCOF, directeur de publication de *La Forge*

Annexe

Dans le débat sur ces questions, un point a été abordé ; celui de la fascisation, une notion qui a besoin d'être précisée, du point de vue de son contenu. Il ne saurait être question de confondre « fascisation » et « fascisme », de confondre un processus et son aboutissement.

Voici, en quelques mots, le lien que nous faisons entre militarisation et fascisation.

Dans le cadre de la crise du système capitaliste impérialiste, la concurrence entre monopoles et entre les Etats qui défendent leurs intérêts, prend un caractère violent. Les « plus forts » absorbent les autres ou les liquident.

Ces monopoles les plus puissants, sont ceux qui contrôlent directement l'Etat, et ceux du complexe militaro industriel et sécuritaire en font partie. Ils drainent de plus en plus de richesses, de moyens humains et matériels, dans tous les domaines, au détriment d'autres secteurs économiques.

La fascisation est la traduction sur le plan institutionnel, politique, idéologique, de cette mainmise. C'est un processus inhérent au système en crise, qui n'est pas seulement une réponse à la montée de la contestation sociale, même si cet aspect joue un rôle important.

C'est pourquoi, nous pensons qu'il y a un lien fort entre la militarisation de l'économie, de l'ensemble de la société, et la fascisation.